



En
accès
libre

**LE VIRUS
DE LA RECHERCHE
BOULEVERSEMENTS
DU MONDE**

MARTIN VANIER

**L'IMPASSE DES DISCOURS
SUR LA FRACTURE**

PUG

La série **BOULEVERSEMENTS DU MONDE**
fait partie de la collection **LE VIRUS DE LA RECHERCHE**

Directrice de la publication : Ségolène Marbach

Directeur de la collection : Alain Faure

Cette édition électronique a été réalisée pour les PUG par Catherine Revil.

ISBN 978-2-7061-5562-8 (*e-book PDF*)

ISBN 978-2-7061-5563-5 (*e-book ePub*)

© PUG, janvier 2024

15, rue de l'Abbé-Vincent – F-38600 Fontaine

www.pug.fr

BOULEVERSEMENTS DU MONDE

UNE SÉRIE DE LA COLLECTION **VIRUS DE LA RECHERCHE**

En réaction à la situation inédite engendrée par le coronavirus, **les PUG proposaient fin mars 2020 à leurs auteurs et aux chercheurs intéressés d'ouvrir la réflexion sur les enjeux de la crise de la Covid-19 vus par le monde de la recherche, sur la base d'une contribution libre et volontaire.**

La commande faite aux auteurs était alors de questionner les modes de formulation et de diffusion des savoirs. Les chercheurs sont des gens passionnés, atteints de ce *virus de la recherche* qui formate leurs réflexions sur la marche du monde, et il nous semblait que cette crise sociétale favorisait aussi un travail d'introspection sur les ressorts sensibles du métier de chercheur – ses tâtonnements, ses doutes, ses énigmes mais aussi ses espoirs.

La collection « Le virus de la recherche » est née de cette intuition. Coordinée par Alain Faure, directeur de recherche au CNRS (Sciences Po Grenoble, Pacte, UGA), elle rassemble les meilleurs textes issus de cette initiative dans une série d'e-books courts qui sont proposés en libre accès et en téléchargement sur le site des PUG ainsi que dans leur réseau de diffusion et chez tous les libraires en ligne.

Le succès de l'aventure collective (avec plus de cinquante auteurs en un mois) et la fraîcheur d'un format inhabituel (10 000 signes) ont convaincu les PUG de prolonger cette expérience au-delà de la conjoncture particulière du coronavirus. La série continue donc sur ses trois qualités principales : des savoirs scientifiques accessibles, un style littéraire vif, une pensée réflexive sur le monde.

La collection se pérennise, en se fixant pour défi de diffuser les résultats de la recherche au plus grand nombre, et de mettre en valeur ses travaux les plus novateurs, qu'ils proviennent de la jeune recherche, de chercheurs confirmés ou d'inclassables qui font avancer les savoirs à la croisée de la culture et de l'innovation.

Bonne lecture à tous!

L'IMPASSE DES DISCOURS SUR LA FRACTURE¹

MARTIN VANIER, GÉOGRAPHE, ÉCOLE D'URBANISME DE PARIS

Le mot d'ordre dénonciateur qu'est la fracture, censé démasquer des injustices et contester des dominations, a servi à rétablir la vision la plus traditionnelle de la France et à réactiver ses rejets et défiances les plus archaïques.

Apprentis sorciers

Pour l'extrême gauche et une partie de la gauche, la fracture est le drapeau des humbles contre les élites bourgeoises urbaines. Mais une partie de la droite et l'extrême droite le revendiquent tout autant pour se présenter en rempart de la vraie France, celle de la ruralité enfin mesurée à son juste poids. Rien d'illogique à ce que le mouvement social qui a le plus incarné le sentiment de la fracture territoriale, celui des Gilets jaunes, ait rassemblé ces deux flancs de l'échiquier politique, dans une ambiguïté idéologique sans précédent.

Les apprentis sorciers de la fracture s'en mordent-ils les doigts ? Très probablement pas. L'alerte multiforme à la fracture n'a pas pour objectif de transformer la France à travers sa quête de justice sociale. Elle a pour fonction de la figer et la radicaliser dans des clivages qui sont d'inépuisables sources de légitimité politique. Des clivages nourris par des différences, inégalités et injustices parfois tout à fait objectives ; accentuées par des ressentis devenus la mesure de toute chose ; et fossilisées dans des représentations simplifiées et nostalgiques.

Car il y a bien entendu des inégalités spatiales et des injustices sociales dans la France contemporaine². Les chocs économiques, énergétiques, géopolitiques, qui se succèdent depuis 2008 ont accentué une tendance au regain de la pauvreté observée dès 2004, et replongé dans des situations de grande précarité, voire

1. Ce texte est un extrait de mon dernier ouvrage publié à L'Aube (2024) et intitulé *Le temps des liens. Essai sur l'anti-fracture*.

2. Talandier, M., Tallec, J. (dir.) (2023). *Les inégalités territoriales*. ISTE éditions.

de détresse, un certain nombre de ménages et de personnes qui s'en étaient éloignées dans la décennie précédente. Le taux national de pauvreté monétaire se rapproche officiellement des 15 %, mais tend plus probablement vers 16 % si on ajoute un certain nombre de personnes qui échappent à cette évaluation basée sur les revenus : les près de 200 000 sans domicile fixe ou en habitat mobile ; les plus de 200 000 étudiants très précaires ; la situation en Outre-Mer, etc. Dix millions de personnes pauvres, et quelques autres très fragiles en danger de rejoindre les premières, n'est-ce pas assez pour justifier les alertes tous azimuts à la fracture ? On livrera ici deux réflexions.

Des alertes beaucoup trop binaires

La première est que la pauvreté n'est pas mécaniquement un vecteur de fracture. Elle l'est s'il y a isolement, relégation, abandon, séparatisme social, privation des droits, stigmatisation dans tous les accès (à l'éducation, la santé, la culture, la sécurité, les services publics en général), enfermement communautaire. Ces situations existent dans divers contextes urbains et ruraux, là où les taux de pauvreté dépassent les 25 ou 30 %, et parfois les 40 % comme à Sainte-Foy-la-Grande (46 %, en Gironde), Grigny (43 %, en Essonne), Roubaix (42 %, dans le Nord), sans pour autant concerner les 10 millions de personnes pauvres, partout où ils habitent. On connaît la géographie de ces fractures localisées : dans des quartiers de grands ensembles (mais pas dans tous ces quartiers) qui concentrent l'immigration la plus récente en habitat social ou en copropriétés dégradées, en premier lieu en régions parisienne, lyonnaise, marseillaise et lilloise ; dans des quartiers circonscrits d'habitat encore indigne de certaines centralités, grandes et petites, aussi bien de Perpignan que de Montargis, d'Avignon que de Joinville-en-Champagne, de Montluçon que de Bastia, etc. ; dans les bassins industriels qui ne se sont jamais sortis de leur mise à l'écart par le capitalisme mondialisé, nombreux encore dans le Nord et dans l'Est ; dans certaines zones rurales en position de confins, comme le Centre Bretagne (aux limites entre Finistère, Côtes d'Armor et Morbihan), le Bassigny (à cheval sur les Vosges, la Haute-Saône et la Haute-Marne), le Bazois (entre Nièvre et Saône-et-Loire), la plupart des confins départementaux au sein du Massif Central, le cœur de la Corse ; et surtout Outre-Mer, où l'héritage postcolonial fait perdurer de cruels décrochages, malgré la promesse républicaine.

Parler pour ces situations précises, et généralement bien circonscrites, de fractures territoriales n'est malheureusement pas nouveau. Ces poches de relégation sont parfois en place depuis les années 1970, et parfois bien plus anciennement encore, et sont l'objet d'interventions publiques de longue haleine. Elles ne font

pas une géographie nationale catégorielle, binaire, avec des « perdants » et des « gagnants » en deux France opposées, et pas davantage aux échelles infra-nationales. Elles ne captent pas les dix millions de personnes pauvres, dont la majorité vit parmi d'autres ménages, dans des contextes territoriaux qui ne se résument pas à leurs microfractures, à condition de les appréhender dans leur fonctionnement élargi.

Un slogan qui accentue ce qu'il prétend combattre

Elles les captent et les résument d'autant moins que ce qui a explosé ces dix ou quinze dernières années, ce ne sont pas les inégalités sociales et territoriales, mais les disparités, dans le cadre de ce que Pierre Rosanvallon a appelé « l'individualisme de singularités »³. Les écarts de revenus interdéciles (entre les 10 % les plus pauvres et les 10 % les plus riches) ont légèrement bougé (en accentuation avant redistribution, en réduction après) ; les personnes et ménages en détresse ou en grande précarité sont toujours plus et trop nombreux ; la vigilance et l'exaspération ont grandi contre les derniers centiles, la captation du patrimoine, et l'enrichissement spectaculaire et continu des milliardaires à travers les crises (qui ont aussi cette fonction). Mais tout cela ne constitue pas une explosion des inégalités, en particulier territoriales, en France, durant les deux dernières décennies⁴, quoi qu'il en soit dit et répété partout. S'il est impossible de faire entendre cette analyse aujourd'hui en France, c'est parce que, au-delà des inégalités, l'explosion des disparités et la revendication des différences distinctives rendent très improbable la cohésion sociale et territoriale. Comment faire tenir ensemble une société au sein de laquelle chacun souhaite en premier lieu voir reconnue sa singularité, sans discrimination, sans mépris, sans injustice et sans incertitude, pour reprendre les quatre « épreuves de la vie » de Pierre Rosanvallon ? C'est à la fois une immense richesse, et un immense défi.

D'où la seconde réflexion : la fracture sociale, c'est l'enfermement, c'est la déliaison, c'est la soustraction forcée vis-à-vis du système social intégrateur. Or, c'est précisément ce que favorise le slogan de la fracture territoriale, qui est, dans son ambiguïté militante, à la fois une alerte et une invitation. Dans sa rétraction sur le microlocal et le communalisme, sa dénonciation des effets de la mise en système spatial (la métropolisation, les mobilités, les nouveaux

3. Rosanvallon, P. (2021), *op. cit.* Et auparavant : Rosanvallon, P. (2011). *La société des égaux*, Seuil.

4. Blasco, J. et Picard, S. (2019). « Quarante ans d'inégalités de niveau de vie et de redistribution en France (1975-2016) », *France, portrait social*, INSEE, 61-80.

arrivants, le tourisme) et sa volonté de s'y soustraire, son retour aux représentations d'antan qui ne racontent plus la société contemporaine, son sécessionnisme, l'idéologie de la fracture accentue ce qu'elle prétend combattre. Plus les situations de précarité territoriale se multiplient et se différencient, plus il devient au contraire nécessaire de ne pas les enfermer dans des catégories types, au nom de leur reconnaissance. La multiplication d'isolats réclamant la solidarité nationale au nom de leur différence et de l'oubli dont ils seraient l'objet ne fera jamais la cohésion du tout.

La fracture ne raconte rien

Le travail social et territorial pour ramener dans le contrat républicain la fraction de la population qui en est régulièrement exclue ne peut pas constituer le motif unique d'une politique pour et par les territoires. Il faut combattre inlassablement toutes les formes d'exclusion (et toutes n'ont pas une dimension territoriale), mais les chiffres le montrent : la société française n'est pas une société d'exclus. Le tour de passe-passe des tenants de la « France périphérique » est d'avoir prétendu qu'elle rassemblait 40 % de la population. Il fallait, pour cela, amplifier le rassemblement des perdants, des perdus, des fragiles, des inquiets, des mécontents, des énervés : c'est la raison politique du thème omniprésent de la fracture. Mais la fracture ne raconte rien de ce que vit la grande majorité de la société, de ce qu'elle est en train de faire naître qui la réinvente, de ce qui l'exige aussi dans ses transformations. Il est temps de passer à un tout autre vocabulaire.

Un « temps des liens » peut-il s'ouvrir ? Un nouveau temps à la fois cognitif et politique dont l'obsession ne serait plus de rendre compte de ce qui fragmente et divise la société, mais au contraire d'explorer le champ nouveau ce qui la relie y compris dans ses luttes internes, et la régence y compris dans ses contradictions. Une nouvelle « avenue », celle de la reliance, pour sortir de l'impasse de la fracture. Chemin faisant, cette nouvelle avenue de la reliance conduirait à reformuler le contrat politique du pays, non plus par la promesse répétée de secours public d'un État entretenant ainsi la croyance de son omnipotence, mais par le déploiement de la médiation publique indispensable à toute société se transformant par ses liens. L'anti-fracture ? C'est de la reliance combinée à de la médiation, au service de la transformation sociale et écologique qui largement commencé.

Découvrir d'autres titres de la collection [LE VIRUS DE LA RECHERCHE](#).